

CONVENTION DE REVERSEMENT OPERATION COLLECTIVE DE MODERNISATION EN MILIEU URBAIN AU TITRE DU FISAC



ENTRE

La ville de Montélimar

Dont le siège est Place Emile Loubet – 26200 Montélimar

Représentée par son Maire M. Julien CORNILLET, en vertu de la décision n°19-0262 bis du 7 février 2020 attribuant à la ville de Montélimar une subvention de 134 284 € pour le financement d'une opération collective en milieu urbain et de la délibération du 30 juillet 2020, approuvant les termes de la convention cadre de l'opération collective FISAC en milieu urbain (Cœur de Ville),

D'une part,

ET

La Chambre de Métiers et de l'Artisanat de la Drôme

Dont le siège Clos des Tanneurs, Avenue Adolphe Figuet, 26100 Romans-sur-Isère

Représentée par son Président M. Frédéric Régnier, Président, dûment habilité aux fins des présentes en vertu des pouvoirs qui lui ont été consentis par l'Assemblée Générale de la Chambre de Métiers et de l'Artisanat de la Drôme.

D'autre part,

Il est convenu ce qui suit

ARTICLE 1 : Objectifs de l'opération

L'Opération Collective de Modernisation en Milieu Urbain (OCMU) dans laquelle est inscrite la ville de Montélimar est une programmation pluriannuelle de dynamisation du commerce et de l'artisanat qui repose sur un partenariat fort entre les collectivités, les Chambres Consulaires, les professionnels et les différentes associations.

Ces partenaires se sont ainsi engagés via la signature d'une convention cadre pour une durée de trois ans à compter du 13 décembre 2019.

L'OCMU de Montélimar associe la Chambre de Métiers et de l'Artisanat de la Drôme par mandat dans la mise en œuvre de cette convention.

ARTICLE 2 : Obligation de la CMA

La ville de Montélimar est maître d'ouvrage de l'OCMU et mandate la CMA comme maître d'œuvre pour l'action citée dans l'article 4. Cette action doit être mise en place dans la durée de la convention de l'OCMU, c'est-à-dire au plus tard 3 ans à compter de la notification de l'État du 13 décembre 2022.

ARTICLE 3 : Obligation de la ville de Montélimar

La Mairie de Montélimar est maître d'ouvrage de l'OCMU. Elle définit les actions à mettre en place, dans le cadre de la gouvernance précisée dans la convention cadre ; elle perçoit toutes les subventions et les reverse à la CMA.

ARTICLE 4 : Actions concernées

La CMA sera maître d'œuvre pour le compte de la Mairie de Montélimar pour l'action suivante :

Action 1 :

Maître d'œuvre : CMA

DEPENSES Net de taxes		FINANCEMENTS net de taxes	
15 accompagnements individuels CMA	6.750€	FISAC (30%)	2.025€
		Ville de Montélimar (30%)	2.025€
		Chambre de Métiers et de l'Artisanat de la Drôme	2.700€
Total	6.750€	Total	6.750€

ARTICLE 5 : Financement des actions

Le versement de la Ville interviendra à l'issue de l'opération, sur présentation d'un compte-rendu technique de réalisation des actions, accompagné d'un tableau récapitulatif des dépenses visé par le maître d'ouvrage et des copies des factures et justificatifs de paiement. Les originaux des justificatifs seront conservés par le maître d'ouvrage en vue d'un contrôle éventuel.

Si la dépense n'atteint pas le coût prévisionnel de l'action, la subvention sera versée au prorata du montant des dépenses effectivement justifiées.

ARTICLE 6 : OBLIGATION DE PUBLICITE

La ville de Montélimar et l'Etat doivent être associés et représentés à toute manifestation ou inauguration concernant l'action mentionnée article 4.

Cette opération est soumise à l'obligation de publicité : le bénéficiaire s'engage à mentionner le concours financier de la ville de Montélimar et de l'Etat par tous moyens appropriés à la nature de l'objet subventionné (logotype sur panneaux, sur publication, ...) et à adresser à la ville de Montélimar et à l'Etat les documents de nature à attester du respect de cette obligation. **Le versement du solde de la subvention sera conditionné par la réalisation de cette obligation.**

ARTICLE 7 : Suivi de l'action

L'action citée ci-dessus sera suivie au sein de la CMA par le service économique.

ARTICLE 8 : Durée de la convention

La présente convention est effective à la signature et est conclue pour une durée prévisionnelle et qui ne saurait dépasser 3 ans à partir de la date de notification de la décision FISAC.

Toute modification ou prorogation de la présente convention, devra faire l'objet d'un avenant. Ces avenants seront destinés à préciser, notamment pour chaque phase successive, le programme d'actions ainsi que les engagements financiers de chacun des partenaires.

ARTICLE 9 : Dénonciation et résiliation de la convention

Les parties se réservent la faculté de dénoncer la présente convention, à tout moment, pour tout motif d'intérêt général, après un préavis de 3 mois par lettre recommandée avec accusé réception.

ARTICLE 10 : Règlement des différends

En cas de litige résultant de l'interprétation ou de l'application de la présente convention, les parties s'engagent à tout mettre en œuvre pour parvenir à un règlement à l'amiable dudit litige. En cas d'échec de la conciliation, le différend sera porté devant le Tribunal Administratif de Grenoble.

Fait à Montélimar, le

Ville de Montélimar

Chambre de Métiers et de l'Artisanat
de la Drôme

Le Maire
Julien CORNILLET

Le Président
Frédéric REGNIER